

# Il faut en finir avec le développement inégal en Europe

[mediapart.fr/journal/international/280420/benjamin-buerbaumer-il-faut-en-finir-avec-le-developpement-inegal-en-europe](https://mediapart.fr/journal/international/280420/benjamin-buerbaumer-il-faut-en-finir-avec-le-developpement-inegal-en-europe)

Benjamin Bürbaumer, *Mediapart*, 20 avril 2020

Le sommet européen tenu le 23 avril n'aura pas démenti les analyses les plus eurocritiques. Dix ans après la crise des dettes souveraines, en pleine crise sanitaire inédite, laquelle menace d'aggraver la longue dépression dans laquelle le capitalisme s'est enlqué, l'Union bute toujours sur le même problème : son incapacité à produire des politiques de solidarité réellement ambitieuses. Peut-on imaginer une autre intégration européenne, et si oui, comment ?



Benjamin Bürbaumer, économiste au Centre d'économie de l'université Paris-Nord, a codirigé *Europe, alternatives démocratiques* (La Dispute, 2019), un ouvrage dont les bonnes feuilles ont été publiées dans le Club de Mediapart. Selon lui, les propositions qui fleurissent dans le débat public restent trop focalisées sur la question du financement. L'Union européenne (UE) enferme surtout ses États membres dans des trajectoires de développement inégales. Il n'y aurait pas d'autre choix que d'en passer par des ruptures unilatérales pour tisser des solidarités durables entre les peuples du Vieux Continent. Entretien.

**L'incapacité européenne à produire des politiques de solidarité est souvent codée comme une opposition entre les pays radins du Nord et les pays vulnérables du Sud. Est-ce une bonne façon de poser le problème, ou celui-ci est-il plus profond ?**

Les comportements des dirigeants s'expliquent autrement que par des différences de tempérament entre le Nord et le Sud. Ils sont le fruit d'une configuration institutionnelle, qui incite chacun à défendre des intérêts opposés. De façon plus large, la gestion de la crise sanitaire en Europe expose tout bonnement le fonctionnement *normal* de l'UE, dans lequel les besoins essentiels de la population sont secondaires, y compris la santé.

Pour le comprendre, il faut recourir à la notion de « *sélectivité structurelle* » que l'on doit au sociologue Claus Offe. Elle permet d'envisager l'UE comme une succession de filtres de plus en plus fins, où seules des politiques capables de traverser tous les filtres s'imposent aux États membres. Le premier filtre majeur en Europe est celui de la bonne gestion des dépenses publiques, consacrée par le traité de Maastricht. Le deuxième filtre important est celui des compétences exclusives de la Commission sur le marché intérieur et extérieur, de même que sur la gestion de la monnaie commune.

La santé est concernée dans les deux cas : les critères de gestion qui imposent l'austérité continue ont pu conduire à des suppressions de lits dans les hôpitaux, tandis que les politiques de libre-échange ont pu aboutir à la délocalisation d'entreprises, dont celles qui produisaient du matériel médical.

Alors même qu'on a l'impression d'une Europe évincée de la gestion de crise au profit des États membres, on s'aperçoit qu'elle est en fait bien présente par les contraintes qu'elle fait peser sur les gouvernements.

**Votre diagnostic sonne juste pour un certain nombre de pays, mais on peut vous rétorquer que l'Allemagne joue « un cran au-dessus » dans sa gestion de la crise sanitaire.**

C'est parce que la configuration institutionnelle de l'UE favorise un développement inégal de ses membres. Certains se retrouvent donc logiquement avec plus de capacités que d'autres à faire face au virus. La sélectivité structurelle que j'évoquais favorise en effet les intérêts des entreprises au détriment des travailleurs, mais aussi ceux des pays du centre (Allemagne, Autriche, Pays-Bas, Finlande) au détriment des pays de la périphérie (l'Europe du Sud et de l'Est). Ces inégalités entre États membres empêchent l'amitié entre les peuples.

On a ainsi les mêmes règles pour toutes les économies européennes, alors que celles-ci ne sont pas toutes au même niveau, n'ont pas toutes les mêmes besoins et propriétés. Avec les Pays-Bas et l'Autriche, l'Allemagne réalise des excédents commerciaux en continu, pendant que les pays du Sud sont structurellement endettés. Les premiers accusent volontiers les seconds d'un manque de rigueur, de n'avoir pas assez assaini, mais ce procès est injuste. Prenez l'Italie, qui a enregistré un solde budgétaire primaire positif sur les 25 dernières années (sauf en 2009), et qui est pourtant plombée par le poids de la dette passée. Sa position subordonnée est médiée par une monnaie unique qui l'empêche de s'ajuster par le taux de change, et l'amène à réduire les investissements qui lui seraient nécessaires.

De manière similaire les pays de l'Est sont dépendants et vulnérables.

**Si l'on se projette dans un « monde d'après » idéal, l'Europe aurait pour vous le visage d'une fédération populaire et solidaire, après démantèlement de l'UE actuelle. En quoi ses principes de fonctionnement différeraient ? Quelle serait sa nouvelle « sélectivité structurelle » ?**

Sa sélectivité principale serait celle d'une zone de coopération verte, favorisant une amitié entre les peuples qui serait durable dans les deux sens du terme : en étant soutenable écologiquement et en étant pérenne dans le temps. Cela me paraît beaucoup plus sage que d'espérer que des règles libérales finissent par produire de la solidarité.

Dans ce cadre, on peut imaginer une instance de décision collective qui fixe le volume d'échanges commerciaux compatible avec un réchauffement à + 1,5 °C, et qui garantisse une politique d'échange équilibrée.

Cela voudrait dire que les pays les plus riches financent une politique industrielle aidant les pays du Sud à les rattraper, grâce à des subventions, des transferts de technologies, des restrictions d'accès à leurs marchés pour protéger les « industries naissantes », ou encore la promotion de l'investissement dans des secteurs stratégiques. Le résultat serait d'augmenter les possibilités de développement des pays les plus pauvres.

Les excédents commerciaux seraient par ailleurs imposés pour financer les déficits de ceux qui importent et inciter les plus exportateurs à réduire leurs excédents. On passerait ainsi d'un commerce régi par l'avantage absolu à un commerce d'équilibre des gains. Le changement de philosophie est total.

**Quel serait l'intérêt pour les pays du centre ? S'ils ne veulent pas coopérer dans ce sens aujourd'hui, on ne voit pas pourquoi il en serait autrement demain, dans le cadre d'un projet si ambitieux ?**

Il est clair que cette architecture idéale a davantage de chances d'être défendue et mise en œuvre par les pays de la périphérie, qui auraient tout à y gagner. La France est de ce point de vue dans une position charnière.

Les plus riches pourraient être convaincus en raison des interdépendances qui existent entre les États. Ils exportent en effet beaucoup vers la périphérie. Si celle-ci décide de rompre et de changer les règles du commerce, leurs débouchés risquent d'en souffrir. Si cela ne suffit pas, on aura la triste confirmation qu'ils ne souhaitent pas coopérer dans l'intérêt général. Mais au moins il y aura une chance que cela change, alors que l'UE existante suscitera toujours de la divergence. Un [article de recherche](#) récemment paru dans le *Cambridge Journal of Economics* montre à quel point l'euro génère des disparités industrielles et commerciales et les renforce au cours du temps.

Autrement dit, si les pays périphériques se retrouvent tout seuls à mettre en place cette Europe alternative, leurs perspectives de développement seront certes compliquées mais l'avenir restera ouvert, alors que dans la situation actuelle l'avenir est bloqué. Cela fait tout de même dix ans que les États membres de l'UE n'arrivent pas à s'entendre sur des mécanismes ambitieux de solidarité. On est englués dans ce développement inégal.